

troubles et de provoquer le désordre social.

Le docteur Pham-ngoc-Thach, lieutenant fidèle de Tran-van-Giau, et toute une bande de valets bureaucratiques du gouvernement stalinien ne cessaient de prêcher tous les jours au peuple par la presse et la radiodiffusion cette affirmation selon laquelle l'indépendance nationale du Viet-Nam ne serait

qu'une question de négociations diplomatiques avec la Commission des alliés impérialistes. « Ceux qui, disait Tran-van-Giau, le 1<sup>er</sup> septembre, incitent le peuple à l'armement seront considérés comme des saboteurs et des provocateurs, ennemis de l'indépendance nationale. Nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par les Alliés démocratiques. »

### La journée du 2 septembre

Dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> septembre, la commission de propagande du gouvernement du Nam-Bo circulait en auto dans toute la ville de Saïgon-Cholon, appelant la population à aller participer au protocole offert en l'honneur de la Commission des alliés qui devrait arriver à Saïgon dans la soirée du 2 septembre. Les membres de cette commission de propagande affirmaient, en outre, que l'indépendance du pays dépendrait strictement de la volonté de la Commission des alliés, ce qui exigeait par conséquent, selon les vœux du gouvernement, que le peuple restât dans l'ordre et la sécurité absolus. Le peuple croyait son gouvernement sur parole.

Le lendemain, à 4 heures de l'après-midi, plus de quatre cent mille per-

sonnes des deux sexes et de différents âges, amassées en colonnes, armées de piques en bambou, brandissant au-dessus de leur tête pancartes et banderoles, défilèrent dans un calme absolu devant la cathédrale de Saïgon. Tout à coup, du haut de l'église, par les fenêtres, des rafales de balles de mitrailleuses et de pistolets furent tirées sur ces masses humaines inoffensives et sans défense. Une quarantaine de manifestants tombèrent. Il y eut environ cent cinquante blessés. Des cris s'élevèrent jusqu'au ciel : « Des Français ont tiré ! » Exaspérés de colère, les manifestants forcèrent les portes de l'église, montèrent sur le toit, cherchant dans tous les coins, partout où pouvaient se cacher les ennemis criminels.

### Devant l'ennemi commun

Les événements de la soirée du 2 septembre provoquèrent au sein du peuple saïgonnais une effervescence inouïe. La preuve était faite que le gouvernement n'était pas capable de défendre le pays et encore moins de le mener vers une véritable indépendance. Depuis lors, la rumeur circulait dans toute la ville que l'impérialisme français serait probablement aidé par les forces alliées à reconquérir bientôt sa colonie, c'est-à-dire à massacrer tout le peuple révolutionnaire. C'était une question de vie ou de mort.

Le 4 septembre, le Comité central de la L.C.I. lança un appel pressant au peuple pour la défense révolutionnaire de l'indépendance nationale. Il y a été dit notamment, en ces termes nettement bolchéviques : « Nous, commu-

nistes internationalistes, n'avons en aucun cas l'illusion que le gouvernement Viet-Minh sera capable, par sa politique de collaboration de classes, de lutter efficacement contre les invasions impérialistes dans les heures qui viennent. Cependant, s'il se déclare prêt à défendre l'indépendance nationale et à sauvegarder les libertés du peuple, nous n'hésiterons pas à l'aider et à le soutenir par tous les moyens techniques dans les luttes révolutionnaires. Mais pour cela, nous sommes en droit de le répéter encore une fois, nous observons strictement l'indépendance absolue de notre parti vis-à-vis du gouvernement et de tous les partis politiques, car de cette indépendance politique dépendra entièrement toute l'existence d'un parti qui se dit bolchévique-léniniste. » (Communiqué de la L.C.I. du 4 septembre.)

### Les comités du peuple et les massacres des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale

Sous l'influence de la L.C.I. furent créés en trois semaines, dans la région du sud du Viet-Nam (Nam-Bo) plus de cent cinquante comités du peuple, dont

cent à Saïgon-Cholon étaient en grande partie ouvriers. Un Comité central provisoire, organisme suprême des comités du peuple, composé de neuf mem-

bres d'abord, puis ensuite de quinze, était constitué après la journée du 21 août, ayant son local indépendant gardé militairement par les ouvriers. C'est ici que les délégués du peuple de différents milieux politiques venaient se consulter et étudier tous les problèmes de la révolution.

Le 26 août, les délégués du peuple de la région de Saïgon-Cholon, réunis en assemblée générale, décidèrent leur programme commun qui peut être résumé comme suit :

1<sup>o</sup> Considérant que la révolution indochinoise est une révolution anti-impérialiste, nous affirmons que la bourgeoisie nationale sera absolument incapable de jouer le rôle d'avant-garde révolutionnaire et que seule l'alliance du peuple des travailleurs ouvriers et paysans pourra libérer la nation de la domination des capitalismes étrangers ;

2<sup>o</sup> Les comités du peuple sont la forme la plus concrète de l'alliance des classes révolutionnaires. Ils proclament par conséquent la nécessité de grouper le prolétariat et les paysans sous la direction des comités du peuple ;

3<sup>o</sup> Vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de tous les partis politiques, les comités du peuple observent absolument leur indépendance politique ;

4<sup>o</sup> Les comités du peuple ne reconnaissent seulement le Comité central, élu sur la base du principe du centralisme démocratique, que comme leur organisme suprême ;

5<sup>o</sup> Les comités du peuple reconnaissent qu'eux seuls demeurent la véritable base du pouvoir du peuple révolutionnaire. Leur autorité suprême sera l'assemblée nationale des délégués de tous les C.D.P. qui aura lieu prochainement à Saïgon ;

6<sup>o</sup> Les C.D.P. réclament la nécessité de réaliser un front unique révolutionnaire contre l'impérialisme mais condamnent catégoriquement tous les actes d'où qu'ils viennent qui tentent de saboter les libertés d'action de la classe ouvrière et des masses populaires. (Résolution de l'assemblée des délégués du peuple de la région sud, le 26 août 1945.)

Des conférences étaient organisées régulièrement dans le local des C.D.P. et dans lesquelles tous les participants pouvaient exprimer leur tendance politique de la façon la plus libre.

La L.C.I. dirigeait les masses révolutionnaires par l'intermédiaire des C.D.P. C'est grâce à ceux-ci qu'elle a réussi à politiser, dans une large mesure, les couches les plus avancées des classes révolutionnaires. Malgré sa faiblesse numérique, la L.C.I. a réalisé,

pour la première fois dans l'histoire de la révolution indochinoise une tâche historique grandiose qui est le Comité du Peuple ou Soviét. L'écrasement du Parti de la IV<sup>e</sup> Internationale en Indochine par le bureaucratisme stalinien contre-révolutionnaire ne supprimera jamais la justesse de l'expérience de la théorie de la révolution permanente de L. Trotski en Indochine.

Lorsque le problème de la lutte armée contre l'invasion impérialiste se posa au début du mois de septembre, les Comités du Peuple jouaient un rôle extrêmement important dans la préparation des conditions politiques et techniques. Des centaines de membres de ces comités ont apporté au Comité central leurs multiples initiatives extrêmement précieuses, que n'ont presque jamais connues les chefs des gouvernements et les chefs militaires de la bourgeoisie. Par exemple, les ouvriers du quartier de Banco et de Phu-Nhuân ont proposé, dans la Conférence du 4 septembre, de confisquer toutes les entreprises impérialistes et de les transformer en usines de guerre. Il y en eut d'autres encore qui ajoutaient que nous aurions pu transformer la Banque de l'Indochine en une forteresse très efficace pour la résistance aux canonnements des bateaux ennemis arrivés du côté du port. De nombreuses initiatives révolutionnaires très importantes ont été exposées et soumises à des études.

Le mouvement des Comités du Peuple menaçait de plus en plus le sort du gouvernement stalinien qui, fut aussi l'objet des reproches incessants des partis bourgeois, qui l'accusaient d'être impuissant dans la politique intérieure, c'est-à-dire dans la façon de réprimer les masses révolutionnaires.

Le 6 septembre, le gouvernement déploya une lutte acharnée contre les trotskistes, les accusant d'être responsables des troubles et des provocations. Toute la presse stalinienne marcha ensemble contre les trotskistes, tentant de détourner le peuple du danger imminent de l'invasion impérialiste. Le 7 septembre, Traï Van Giau donna l'ordre de désarmer toutes les organisations non gouvernementales. Selon les termes de ce décret, « seront considérés comme provocateurs et saboteurs ceux qui appellent le peuple à l'armement et surtout à la lutte contre les Alliés impérialistes ».

Le 10 septembre, les troupes anglaises débarquaient à Saïgon, tandis que les avions français survolaient la ville en vagues successives. Devant le danger qui s'approchait, la L.C.I. déploya toute son activité, en dépit de multi-